

Capitalisme, logiques sociales et dynamiques transformatrices¹

Michel Beaud

« Avant de débattre, aurait écrit Lao-Tseu², définissons les mots ».

Il ne peut s'agir, pour ce qui concerne l'objet de ces journées, de viser à un accord unanime sur quelques définitions fondamentales : séances et textes préparatoires ont clairement fait apparaître que nos définitions diffèrent. Il s'agit donc principalement d'explicitier suffisamment nos définitions pour que les discussions ne soient pas le développement de malentendus, mais permettent de clarifier divergences et désaccords, d'en dégager les lignes de force et d'en débattre.

Les difficultés sont multiples. La première est que le mot capitalisme, utilisé comme outil de connaissance a, compte tenu de l'histoire, une connotation politique ; sa charge idéologique et politique demeure toujours présente, que ce soit dans l'esprit de l'auteur ou dans celui de lecteurs potentiels ; et beaucoup – politiciens, chefs d'entreprises ou idéologues – en récusent l'usage et suspectent, ou dénoncent, dans le seul emploi du mot, une attitude de combat politique. Certains, à l'instar de Friedrich Hayek³, évitent de l'utiliser. D'autres s'interrogent sur l'existence même de la réalité que recouvre le terme (Fourquet,

1. Je remercie les différents lecteurs dont les remarques m'ont aidé à la mise au point de ce texte, et particulièrement Bernard Chavance (Université Paris 7), Gilles Dostaler (Université du Québec à Montréal - UQAM) et Alain de Tolédo (Université Paris 8).

2. Citation non vérifiée, entendue dans le flou d'une insomnie, sur *France Culture*, la nuit.

3. L'objet qu'il privilégie est « l'ordre de marché » ou « catallaxie » (Hayek 1976, 1981, pp. 129-59), voir *infra*, point 1.

1997). D'ailleurs, pour désigner cette réalité, d'innombrables appellations ont été et sont utilisées : économie ou société industrielle, dynamique, développée, de consommation, d'abondance, riche, moderne, salariale, de libre entreprise, d'appropriation privée des biens de production, de marché, libérale, etc.

À ce point, doit être évoquée une autre difficulté ; elle réside dans l'extrême diversité des éléments de définition retenus par ceux-là mêmes qui utilisent le mot « capitalisme » : appropriation privée des biens de production, exploitation des travailleurs, production de marchandises porteuses de plus-value, accumulation, mais aussi, plus largement, production de marchandises, libre entreprise, salariat, rapport marchand, rapport monétaire ; l'accent pouvant être mis sur un seul de ces termes ou sur l'articulation de plusieurs d'entre eux. Toutes ces spécifications sont marquées, à un degré ou un autre, par l'œuvre de Marx et les innombrables contributions et débats marxistes, mais aussi de non moins innombrables contributions et débats non marxistes, dont les travaux de Weber, Sombart et Schumpeter ont constitué de premiers temps forts. On peut donc observer que les principales définitions en usage aujourd'hui sont profondément marquées par les analyses des capitalismes industriels occidentaux des XIX^e et XX^e siècles.

Or ce mot aux définitions multiples est décliné selon plusieurs lignes : celle des strates du capitalisme (marchand, manufacturier, industriel – du XIX^e puis du XX^e siècle – et, peut-être, post-industriel)⁴ ; celle de secteurs concernés (agricole, commercial, bancaire, financier, etc.) ; et celle des réalités géo-socio-idéologiques au sein desquelles se sont développés différents capitalismes, réalités nationales (hollandais, britannique, français, allemand, américain, japonais, etc.)⁵ ou régionales (européen, asiatique, etc., ou encore anglo-saxon, rhénan, scandinave, sud-européen, etc.). La diversité alors peut devenir telle que certains y perdent leur latin et qu'un auteur en vienne à dire : « En bref, il n'y a rien qui puisse se nommer "le" capitalisme ; il existe des capitalismes » (Giraud, 1996, p. 59).

Mais ceci n'a guère plus de sens que de dire: « il n'y a rien qui puisse se nommer « l »'homme ; il existe des « hommes » ou : « il n'y a rien qui puisse se nommer « l »'arbre ; il existe des arbres ». Ce n'est pas une question d'existence : pour parler des hommes ou des arbres, il faut bien une définition de l'homme ou de l'arbre. De même pour le capitalisme. Pour engager le débat sur la nature des transformations en cours – s'agit-il d'une nouvelle mutation du capitalisme ou entrons-nous dans une ère « post-capitaliste » ? – ou pour débattre de la compatibilité entre islam et capitalisme, il faut bien définir le mot.

4. Dans l'histoire du capitalisme, ces strates permettent de désigner des âges : avec la succession des capitalismes marchand, manufacturier, industriel - du XIX^e, puis du XX^e siècle -, et, peut-être en cours d'émergence, post-industriel.

5. Dans l'histoire du capitalisme mondial, peuvent être identifiés les capitalismes dominants de chaque période et, pour certaines périodes, le capitalisme hégémonique.

Et là, nous touchons une difficulté supplémentaire : loin d'être une réalité figée, un cadre rigide, un ensemble de rapports stables, le capitalisme est une dynamique transformatrice et auto-transformatrice à l'œuvre de manière incessante. Les philosophes ont longtemps médité sur l'identité ou la non identité d'un fleuve dont l'eau sans cesse se renouvelle. Nous avons à faire à une réalité née dans l'histoire et qui sans cesse transforme et se transforme.

C'est sur ce point que je voudrais m'arrêter aujourd'hui.

Car ce qui, plus que jamais, me paraît essentiel à analyser et à expliquer, c'est l'importance et l'accentuation des transformations récentes et en cours des sociétés et du monde : transformations, dont ce qui est habituellement nommé « capitalisme » tend à devenir l'agent principal, après en avoir été, dans les siècles passés, un agent majeur⁶. D'où la nécessité de remettre au cœur de son analyse les visions de Marx et Schumpeter d'un capitalisme saisi comme puissance transformatrice historique, comme incessant processus de « destruction créatrice ».

Nous partirons de la notion de « logiques sociales » et avancerons la thèse qu'il y a eu, dans une période récente de l'histoire humaine, une mutation majeure dans les logiques sociales (point 1). À peine discernable à ses débuts, la nouvelle logique sociale peut être lue, à partir des évolutions des différentes formes du capitalisme, comme une logique complexe, porteuse d'incessantes dynamiques transformatrices (point 2).

Cette approche conduit à considérer la période dominée par l'impact croissant du capitalisme comme une nouvelle ère de l'histoire humaine (point 3) ; elle permet de préciser l'usage qui peut être fait de l'analyse en termes de systèmes des strates, âges, formes nationales et régionales et configurations mondiales du capitalisme (point 4), de fonder l'analyse de la période actuelle comme dominée par l'entrée dans un nouvel âge du capitalisme à dominante technoscientifique (point 5) et d'esquisser une réflexion sur des tendances lourdes qui risquent de marquer les prochaines décennies (point 6).

1. UNE MUTATION MAJEURE DANS LES LOGIQUES SOCIALES

Partant de la notion de « logiques sociales », nous allons présenter l'idée qu'il y a eu, il y a environ un demi-millénaire, une mutation majeure dans les logiques sociales de l'histoire humaine. Dans le premier volume de son grand ouvrage publié dans les années soixante-dix, F. Hayek présente le concept d'ordre comme « central ». Il distingue deux types d'ordre qu'il nomme « provisoirement « ordre fabriqué » et « ordre mûri » » (Hayek 1973, 1995, p. 41) : « L'ordre confectionné [ou fabriqué...], exogène [...], peut encore être

6. Avec l'État et le savoir scientifique et technique.

décrit comme une construction, un ordre artificiel ou, spécialement quand il s'agit d'un ordre social avec direction, comme une *organisation*. De son côté, l'ordre mûri par le temps, [...] autogénéré ou endogène, peut facilement être caractérisé comme étant un *ordre spontané* » (p. 43). Autant l'expression « ordre spontané », ambiguë, me paraît difficile à retenir, autant celle d' « ordre mûri par le temps » me paraît juste et féconde pour quiconque cherche à penser dans leur dimension historique les réalités économiques et sociales⁷. Communauté paysanne, esclavage, féodalité, économie marchande urbaine : ces réalités ont trop souvent été présentées comme des « systèmes », s'imposant d'eux-mêmes, existant en soi, alors qu'elles ont longuement été mûries par le temps, dans la très longue histoire des sociétés humaines.

Au cœur de ces réalités, on trouve des relations, des « logiques sociales » caractéristiques : logiques sociales à la fois longuement mûries dans les temps de différentes histoires et communes à des sociétés par beaucoup d'aspects profondément diverses.

Selon le *Dictionnaire Robert*, parmi les différents sens du mot « logique », il y a celui-ci : « enchaînement cohérent d'idées » et, plus largement, « suite cohérente et nécessaire d'événements et de choses » (t. IV, p. 297). Dans cette perspective, j'appelle « logique sociale » un « enchaînement cohérent et régulier de comportements liés à un petit nombre de motivations et de finalités ». Une « logique sociale » présente un double caractère : de relative stabilité dans le temps, pour chaque société concernée, et d'une certaine généralité, puisque son existence peut être observée dans des sociétés différentes, dans le temps comme dans l'espace. Les formes sous lesquelles se manifeste chaque « logique sociale » sont diverses et susceptibles d'évoluer.

Presque par construction du concept, l'identification d'une « logique sociale » implique qu'il y a reproduction de la société, puisqu'on peut repérer dans le temps un enchaînement cohérent et régulier de comportements liés à un petit nombre de motivations et de finalités : particulièrement importantes sont donc les logiques sociales que l'on observe au cœur de la reproduction des sociétés ; logiques sociales fondamentales et finalement peu nombreuses malgré l'extrême diversité des sociétés.

En prenant le risque de schématiser à l'extrême, on dira, s'agissant du champ social qui a été distingué comme relevant de l'économie, que trois motivations principales se retrouvent dans la quasi-totalité des sociétés : la subsistance, le pouvoir et l'avoir.

Rares sont les sociétés principalement orientées vers la subsistance : utiliser les moyens dont dispose le groupe pour subsister, cette logique prédomine dans les sociétés premières, dans certaines petites communautés et aussi dans les

7. Cet « emprunt » à Hayek ne signifie évidemment pas que j'adhère à sa vision libérale. Mais, quelque soit leur importance, les désaccords doctrinaux ou politiques ne doivent pas empêcher de reconnaître les apports d'un auteur.

cellules familiales de toutes les sociétés : là se sont constituées des logiques du « vivre ensemble », communautaire ou domestique, qui paraissent avoir souvent primé, par choix ou nécessité, sur les enjeux du pouvoir et de l'avoir.

Ce qui a prédominé, dans le long temps préhistorique et historique, c'est la tension entre un pôle, principalement aimanté par le couple Pouvoir/Avoir et la grande masse de la population productive, d'où venait le surplus et qui aspirait au minimum à disposer des moyens de subsister. Le tribut était l'enjeu principal et les logiques tributaires ont, là encore à travers le mûrissement du temps, pris diverses formes : esclavagistes, féodales, avec aussi de premières formes étatiques et salariales.

Dans ce cadre et sur ces bases, se sont formées et affirmées de nouvelles logiques sociales : logique de l'enrichissement (personnel et familial), logique étatique (conquête, domination, transformation), logique marchande (de plus en plus sous la forme de l'échange monétaire). Toutes ces logiques, qui ont été au cœur de la reproduction des sociétés humaines pendant des millénaires, ont été « mûries par le temps ». Ce seul critère ne permet donc pas d'accorder, comme le fait Hayek (Hayek, 1976, 1995), une prééminence qui tend à devenir atemporelle à l'ordre de marché⁸.

D'abord, « l'ordre de marché » n'a été ni plus ni moins mûri par le temps que les autres. D'autre part, sa mise en place historique, a été fortement marquée par les centres de pouvoirs (des villes, des seigneuries et des premiers états) et par les détenteurs de richesses. Enfin, rien ne permet de le présenter comme un achèvement qui marquerait, en quelque sorte, la fin du « mûrissement » par le temps d'autres ordres ou d'autres logiques sociales.

Pourtant, après avoir évoqué la « catallaxie » et l' « ordre spontané produit par le marché », Hayek passe tout naturellement à la « Grande Société » (nos sociétés occidentales modernes), caractérisée à ses yeux par l'ordre de marché et « soudée par ce qu'on appelle communément les relations économiques » (p. 135). Or, comment pourrait-on ne voir dans les sociétés occidentales que « l'ajustement mutuel de nombreuses économies individuelles sur un marché » ? Comment n'y pas voir le rôle essentiel des Grandes Unités, oligopoles, états ? Et, si l'ordre de marché a été longuement mûri par le temps dans l'histoire, pourquoi ne pas s'interroger sur le fait qu'il aurait pu évoluer,

8. Dans le deuxième volume de son ouvrage (1976, 1995), Hayek met au cœur de sa réflexion l' « ordre de marché » qui permet d'augmenter « les occasions ou les chances de tout un chacun, d'avoir à sa disposition une gamme de biens divers (objets ou services) plus étendue que nous ne pourrions en avoir d'aucune autre manière » (p. 129). Selon lui, le « *kosmos* du marché » « sert la multitude des objectifs distincts et incommensurables de tous ses membres individuels » (p. 130) ; c'est une « catallaxie », affirme-t-il, en rappelant que le verbe grec *katallatein* signifie à la fois « échanger », « admettre dans la communauté » et « faire d'un ennemi un ami », ce qui permet de « désigner par ce mot l'ordre engendré par l'ajustement mutuel de nombreuses économies individuelles sur un marché. Une catallaxie est l'espèce particulière d'ordre spontané produit par le marché à travers les actes de gens qui se conforment aux règles juridiques concernant la propriété, les dommages et les contrats » (p. 131).

donner de nouveaux rameaux et qu'un nouvel ordre aurait aussi pu mûrir dans le temps ? D'ailleurs, si on ne prend pas en compte l'hypothèse de l'émergence d'un nouvel ordre porteur de transformations, comment expliquer l'accélération et l'accentuation des changements que l'on observe depuis cinq siècles ?

Car au long des millénaires de l'ère des grandes civilisations, c'est à l'ordre étatique que reviennent les grands monuments voués au sacré et au pouvoir, les conquêtes et les grands travaux à vocation productive et commerciale (irrigation, drainage, routes, ports, flottes).

Mais une mutation va avoir lieu, à un confluent de la logique du marché et de la logique de l'enrichissement personnel : elle est marquée par le fait que le surplus acquis, au lieu de venir accroître les richesses des puissants et des possédants, va de plus en plus systématiquement être affecté à l'élargissement des moyens de produire ou de commercer. C'est là que se situe le point distinctif qui permet de caractériser la logique capitaliste, comme logique marchande et d'enrichissement spécifique⁹. Cependant, cette logique capitaliste – qui elle aussi va mûrir longuement dans le temps de l'histoire (n'a-t-on pas pu, rétroactivement, en retrouver de très anciennes formes premières¹⁰ ?) – ne peut se réduire à ce point distinctif. Elle va se constituer en logique complexe, dont il convient de parler plus longuement.

2. UNE LOGIQUE COMPLEXE PORTEUSE D'INCESSANTES DYNAMIQUES TRANSFORMATRICES

Réaffecter le surplus acquis à l'élargissement des moyens de produire et de commercer, implique que des acteurs se projettent dans le futur. Cette attitude va progressivement s'affirmer et s'étoffer, ce qui va conduire à l'émergence d'un ordre social dans lequel la reproduction est indissociable du changement ; ainsi peuvent s'expliquer l'ampleur et l'accentuation des transformations des sociétés et du monde dans le dernier demi-millénaire.

Loin d'avoir été fabriqué ou institué par qui que ce soit, l'ordre capitaliste, à l'instar des autres, a lui aussi été mûri dans le temps de l'histoire ; s'il

9. Logique qui s'ajoute aux précédentes et va se combiner avec elles, tout en devenant progressivement prédominante.

10. Pour M. Weber (1905), « entreprise capitaliste et entrepreneur capitaliste sont répandus à travers le monde depuis des temps très anciens, non seulement en vue d'affaires isolées, mais encore pour une activité permanente » (p. 14). Cependant, cette affirmation tient pour une large part à la définition très large, et donc très englobante, que donne Weber du capitalisme : celui-ci recouvrirait l'ensemble des activités économiques lucratives, c'est-à-dire orientées par le gain. Braudel (1979) est plus prudent : « Un capitalisme *en puissance* s'esquisse dès l'aube de la grande histoire, se développe des siècles durant. [...] Longtemps à l'avance, des signes annoncent le capitalisme : l'essor des villes et des échanges, l'apparition d'un marché du travail, la densité de la société, la diffusion de la monnaie, la montée de la production, le commerce au loin ou, si l'on veut, le marché international » (vol. 3, p. 538).

s'enracine dans l'ordre marchand, il ne peut s'y réduire, pas plus que la logique capitaliste, issue de la logique marchande et de la logique de l'enrichissement ne peut se réduire à l'une ou à l'autre.

Profit pour l'accumulation, accumulation pour le profit : cet enchaînement crucial est particulièrement lisible dans le capitalisme industriel. Plus largement, qu'il soit voué au commerce de l'argent ou au commerce et à la production de marchandises, ce qui, fondamentalement, caractérise le capitalisme, c'est la recherche du profit en vue d'élargir le champ des activités profitables ; pourtant l'accumulation n'est pas tout ; elle est enveloppée dans un puissant mouvement de marchandisation, stimulée par la concurrence et épaulée par l'innovation, la recherche de positions monopolistes et les projets toujours renouvelés des entrepreneurs. La logique capitaliste est une logique complexe porteuse d'incessantes dynamiques transformatrices, ce qui conduit à remettre au cœur de son analyse les visions de Marx et Schumpeter d'un capitalisme, puissance transformatrice historique, incessant processus de « destruction créatrice ».

« L'une des thèses centrales de la théorie marxienne est celle qui caractérise le système capitaliste par la perpétuelle révolutionnarisation de la production et de la société en général », souligne Bernard Chavance (1996, p. 151) ; en témoigne ce passage du *Manifeste communiste* : « La bourgeoisie ne peut exister sans bouleverser constamment les instruments de production, donc les rapports de production, donc l'ensemble des conditions sociales. [...] Ce qui distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est le bouleversement incessant de la production, l'ébranlement continu de toutes les institutions sociales, bref la permanence de l'instabilité et du mouvement. [...] Tout ce qui était solide, bien établi, se volatilise, tout ce qui était sacré se trouve profané. » (cité in Chavance, 1996, p. 150)

Premier lecteur du capitalisme, et principalement du capitalisme industriel, Marx a mis en lumière les liens entre logique du profit, processus d'accumulation, reproduction élargie et transformation des processus productifs et des rapports sociaux, élargissement des marchés – quête ou création de nouveaux marchés – bouleversement des valeurs et des sociétés, croissances et crises.

Schumpeter, en 1912, a désigné l'innovation, indissociable de l'entrepreneur, de la recherche du profit et du crédit, comme source d'une rupture historique majeure : le passage des reproductions cycliques – cycles des saisons, cycles des bonnes et des mauvaises années – qui avaient caractérisé les sociétés antérieures, à l'économie dynamique qui caractérise les sociétés capitalistes ; au cœur de cette dynamique, les innovations, à la fois destructrices de passé et productrices d'avenir (Schumpeter, 1935).

Trente ans plus tard, il souligne l'importance de la « destruction créatrice » qui s'enracine dans les dynamiques d'innovation : « l'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les

nouveaux objets de consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle – tous éléments créés par l'initiative capitaliste. [...] Ce processus de *Destruction Créatrice*¹¹ constitue la donnée fondamentale du capitalisme. » (Schumpeter, 1942, 1984, pp. 116-117)

La prise en compte de cette dimension a été en partie négligée au profit de l'étude des mouvements économiques (croissances, cycles et crises) et des contradictions sociales du capitalisme industriel. Dans le même temps, les éléments de définition du capitalisme industriel s'imposaient comme éléments de définition du capitalisme en général et l'analyse de la production de plus-value dans le processus de production de la marchandise industrielle finissait par faire oublier le cœur du mouvement d'ensemble qu'on retrouve dans toutes les strates du capitalisme : la recherche d'un profit destiné à être réinjecté dans le processus économique – ce qui implique une attitude de projection dans le futur qui lie d'une manière indissociable accumulation, innovation, crédit, recherche de positions monopolistes et élargissement de l'aire des marchandises.

L'investissement : matériel ou immatériel, il est entièrement tourné vers l'avenir ; décidé dans l'incertitude, il détermine en partie le présent et le devenir. De même l'innovation : orientée vers l'avenir, elle ne peut guère être éclairée par le passé et va donc principalement constituer un pari sur le futur. De même aussi la marchandisation : concevoir de nouveaux modèles, rénover des gammes de produits, détecter ou susciter des gisements de besoins solvables potentiels et se préparer à offrir des biens ou des services implique également de se projeter dans le futur¹².

Avec la marchandisation, l'innovation et l'investissement, sont également focalisés sur l'avenir, le crédit – qui sous-tend les développements de la production, de l'investissement, de la recherche et de la consommation –, la création (invention, révélation, activation, excitation) des besoins – qui contribue à l'incessante transformation des sociétés, la recherche toujours à reprendre de situations monopolistiques et par certains aspects, les dynamiques de l'inégalité.

La logique capitaliste est donc à la fois complexe, axée sur le futur et porteuse de dynamiques transformatrices. On y retrouve¹³ les trois motivations humaines fondamentales – pouvoir, avoir, subsistance – sources à la fois de séparation et de cohérence : d'un côté, la recherche de l'enrichissement et du

11. Les italiques et les capitales sont de Schumpeter. Celui-ci évoque plus loin (p. 117) « l'ouragan perpétuel de destruction créatrice », qui invalide à ses yeux « l'hypothèse d'un calme perpétuel » qui est celle de nombre d'économistes.

12. Pour Rachline (1993), dans les sociétés capitalistes, « il n'est de richesse qu'à venir » ; elles « doivent sans arrêt se projeter dans l'avenir afin que naisse leur présent » (p. 21).

13. Ce qui n'implique pas pour autant que disparaissent les logiques simples du pouvoir, de l'avoir et de la subsistance.

profit, le pouvoir sur les hommes, la concentration du capital, les positions dominantes et pouvoirs de monopoles ; de l'autre, la subsistance qui, pour des fractions de plus en plus larges des sociétés, passe par l'emploi dépendant, le salariat et l'achat de biens de consommation produits par la machinerie capitaliste.

Ainsi, dans son acception la plus générale, le capitalisme ne peut être lu ni comme un « mode de production »¹⁴, ni comme un simple « système économique »¹⁵ ; ce n'est pas non plus un acteur capable de vouloir, de planifier, de choisir. En son cœur, à travers la pluralité des formes historiques, des transitions et des mutations, est à l'œuvre une logique sociale complexe porteuse de puissantes capacités transformatrices ; cette logique est structurante/déstructurante puisqu'à la fois destructrice d'autres formes productives, d'anciennes activités, d'anciennes formes sociales, de ressources, et créatrice de nouvelles activités, de nouveaux marchés, de nouveaux besoins. Elle engendre une totalité productive, marchande et monétaire, à la fois territorialisée et mondiale, en incessante mutation, et qui manifeste de plus en plus nettement une autonomie relative par rapport aux sociétés où elle se forme : cette totalité, nous la nommons « capitalisme ».

3. UNE NOUVELLE ÈRE DE L'HISTOIRE HUMAINE

L'émergence, l'affirmation et le déferlement de la logique capitaliste a manifestement marqué une rupture dans l'histoire humaine. Schumpeter, on l'a vu, l'a caractérisée comme le passage des reproductions cycliques des sociétés à l'économie dynamique, où peuvent se déchaîner les « ouragans » de la « Destruction créatrice ». Plus récemment, Rachline a souligné l'opposition entre les sociétés tournées vers le passé et les sociétés modernes tournées vers l'avenir (Rachline, 1993, pp. 22 et s.).

Mais la rupture m'apparaît encore plus profonde.

Pour l'établir, un détour est nécessaire. Face à une réalité extrêmement diverse, multiple, compliquée et complexe, la prise en compte de l'auto-organisation¹⁶ et de l'auto-reproduction offre une clé pour la connaissance. Elle

14. Même si on peut très légitimement caractériser le mode de production propre à telle ou telle strate du capitalisme (manufacturier, industriel 1 ou 2, post-industriel).

15. Car il s'inscrit d'emblée dans les dimensions du social, du politique et de l'idéologique. Nous rejoignons largement Braudel, pour qui le capitalisme n'est ni un « système », ni un « système économique » ; en effet, explique-t-il, « il vit de l'ordre social ; [...] il est, adversaire ou complice, à égalité (ou presque) avec l'État, personnage encombrant s'il en est – et cela depuis toujours ; [...] il profite aussi de tout l'appui que la culture apporte à la solidité de l'édifice social ; [...] il tient les classes dominantes qui, en le défendant, se défendent elles-mêmes. » (Braudel, 1979, vol. 3, p. 540)

16. De l'idée d'auto-organisation, Henri Atlan dit : « Elle correspond en très gros à l'hypothèse d'un programme qui se programmerait lui-même. [...] La notion d'auto-organisation

permet au minimum de distinguer des réalités éphémères, transitoires ou induites, des réalités durables, déterminantes et structurantes. Pour ma part, reprenant – en changeant un mot – un passage d'Yves Barel, je poserai que « pour savoir si un assemblage, un ensemble, une entité complexe et différenciée est ou non une totalité, il faut se poser la question : cet ensemble est-il capable d'auto-reproduction ? Si oui, on a affaire à une totalité. L'auto-reproduction est la propriété d'une totalité, non pas d'assurer seule sa reproduction, mais de participer activement à sa propre reproduction »¹⁷. Notons à ce point qu'auto-reproduction ne signifie ni reproduction en totale autarcie, ni reproduction à l'identique.

Sur ces bases, nous dirons que, jusqu'au capitalisme, les logiques sociales n'eurent pas de capacité forte d'auto-reproduction : elles n'étaient capables de susciter la formation d'une entité dont la reproduction pouvait s'autonomiser de celle des sociétés au sein desquelles elles étaient à l'œuvre ; ainsi en a-t-il été pour les logiques domestique, communautaire, tributaires¹⁸ et marchande simple.

Dans le très long temps préhistorique et historique, le monde peut donc se comprendre à travers l'étude de deux reproductions : celle de la Terre (dans son unité et ses diversités) et celle de l'humanité (avec son unité et la diversité de ses sociétés).

Avec l'émergence et l'élargissement de la logique capitaliste, se produit un changement majeur : la totalité productive, marchande et monétaire que désigne le mot capitalisme acquiert une capacité d'auto-reproduction forte par rapport à celles des sociétés humaines¹⁹. En effet, les dynamiques induites par la recherche du profit, l'accumulation, l'innovation, et l'élargissement de l'aire de la marchandise, confèrent au capitalisme non seulement une capacité à intégrer et entraîner dans leurs propres sillages détenteurs de capital et de pouvoir d'achat et apporteurs de travail des sociétés où il s'est enraciné, mais encore une capacité de reproduction élargie qui l'amène à déborder ces sociétés, à s'autonomiser par rapport à elles.

possède aujourd'hui des sens assez différents. Mais l'essentiel, pour simplifier, est finalement qu'un réseau d'unités relativement simples peut présenter dans son fonctionnement d'ensemble des propriétés qui intègrent éventuellement une histoire avec ses aléas et ainsi ne sont pas totalement programmées », « Entretien », *Le Monde*, 19 novembre 1991.

17. J'ai substitué, dans le passage de Barel, totalité à système ; le texte d'origine est : « pour savoir si un assemblage, un ensemble, une entité complexe et différenciée est ou non un système, il faut se poser la question : cet ensemble est-il capable d'auto-reproduction ? Si oui, on a affaire à un système. L'auto-reproduction est la propriété d'un système, non pas d'assurer seul sa reproduction, mais de participer activement à sa propre reproduction » (Barel, 1979, p. 218). Je préfère en effet réserver le mot système à la représentation construite d'une totalité ou d'un ensemble de totalités (voir *infra*, point 4).

18. Avec des spécificités pour la logique étatique.

19. Dans le même temps, et ce n'est pas sans lien, l'économie se distingue des autres dimensions des sociétés et prend une importance croissante en leur sein ; cf. notamment Polanyi (1944).

Dans cette capacité d'auto-reproduction, réside la radicale spécificité du capitalisme par rapport à toutes les autres logiques socio-économiques historiquement connues : distorsions et disjonctions entre reproduction du capitalisme et reproduction des sociétés – qui seront souvent « lues » comme des disjonctions entre économie et société – vont devenir de plus en plus durables et profondes. Cependant, de même que la capacité d'auto-reproduction des sociétés humaines ne signifie pas qu'elles peuvent se passer de la Terre, de même, la capacité d'auto-reproduction du capitalisme ne signifie pas qu'il n'a plus rien à voir avec ces sociétés : il a toujours besoin d'entrepreneurs et de travail, de pouvoirs d'achat, de demandes solvables, présentes ou anticipées ; mais peu importe où se trouvent, par qui sont exprimées et vers quoi sont orientées ces demandes. En outre, puisque dans l'histoire le capitalisme s'est développé au sein des États-nations, sous la forme de capitalismes nationaux, ceux-ci vont de différentes manières tendre à s'affranchir de ce cadre ; et si les entreprises ont longtemps eu des liens forts avec les ressources et les marchés de leur pays, ces liens peuvent se distendre, comme c'est le cas actuellement dans la mondialisation.

On peut donc caractériser ce nouvel âge de l'histoire humaine comme l'âge des trois reproductions : de la Terre, de l'humanité et du capitalisme (lui aussi, dans son unité et ses diversités) – le capitalisme étant devenu le premier facteur de transformation du monde.

Dans les derniers siècles, c'est à partir de la pointe occidentale de l'immense Eurasie que s'est opérée l'entrée dans l'ère des trois reproductions. Alors a commencé l'accélération d'une très large gamme de transformations, tant quantitatives que qualitatives, auxquelles ont contribué les états et l'esprit de conquête, la logique de l'enrichissement, la connaissance scientifique et les logiques capitalistes.

À partir du XIX^e siècle, le renforcement des logiques capitalistes a conduit à un engrenage de mutations accélérées et le développement des capitalismes industriels en Europe et en Amérique du Nord a entraîné une croissance des productions, des besoins, des richesses et des pauvretés, creusé les inégalités entre continents, bouleversé de larges parties du monde. Certes, le savoir, la technique, le souci de mieux vivre comme le goût de relever des défis ont joué un rôle dans ces mutations. Mais la nouvelle logique capitaliste, nourrissant de nouvelles motivations et suscitant de nouvelles formes de production, d'organisation et de pouvoir, a constitué le facteur décisif. Mobilisant les avancées scientifiques et techniques et s'appuyant sur l'État, l'expansion du capitalisme a été le principal agent de ces bouleversements. Désormais, la prise en compte de la capacité d'auto-reproduction du capitalisme est indispensable pour comprendre évolutions, problèmes et enjeux de la Terre et des sociétés.

Aujourd'hui, les trois processus de reproduction – Terre, Humanité, capitalisme – sont profondément interdépendants, interagissants. Avec leurs

effectifs et leurs besoins croissants, les sociétés humaines altèrent de plus en plus gravement, par leurs prélèvements et leurs rejets, la reproduction de notre planète ; le capitalisme, joue désormais un rôle majeur, remodelant sans cesse besoins, processus productifs et productions, déstabilisant des populations entières et suscitant entre les sociétés humaines de profonds clivages. C'est que le capitalisme déploie aujourd'hui ses dynamiques en fonction des ressources et des besoins solvables d'un à deux milliards d'humains ; les autres milliards, à faibles ressources monétaires ou sans pouvoirs d'achats, n'entrent guère dans son univers – même si, lui, est entré dans le leur, en modifiant, parfois en bouleversant, conditions de vie et manières de voir.

Les inégalités se creusent. Les changements s'accélèrent. L'empire des marchandises et de l'argent s'étend. Les liens sociaux se disloquent. Beaucoup s'enrichissent, innombrables sont ceux qui vivent dans la misère, la pauvreté, l'angoisse. En même temps que les nouvelles opportunités, surgissent nouveaux périls et nouvelles menaces, avec, en fin de compte, la reproduction de la Terre déstabilisée, la reproduction de nombreuses sociétés déséquilibrée et la reproduction du capitalisme – faite d'expansions et de crises – de plus en plus déterminante tant pour la planète que pour les sociétés.

La reproduction du capitalisme interfère donc profondément, de manières multiples et contradictoires, avec les reproductions de l'Humanité et de la Terre : le capitalisme est désormais devenu une hyper-puissante machinerie à produire des marchandises auxquelles aspirent sans cesse plus un nombre croissant d'humains. Mais, de beaucoup d'évolutions négatives en cours (sociétales, environnementales), qui n'ont été voulues par personne, on peut souvent trouver la source dans les dynamiques de ce capitalisme.

4. LOGIQUE PORTEUSE DE DYNAMIQUES TRANSFORMATRICES ET SYSTÈMES

Si l'on accepte de mettre (ou de remettre) au centre de l'analyse du capitalisme sa logique de profit pour l'accumulation, axée sur l'avenir et porteuse de dynamiques transformatrices, il n'y a guère de sens à tenter de construire une représentation générale d'un « système capitaliste » : essentiellement parce que système implique un état relativement stable, alors qu'on a affaire à une réalité en évolution permanente.

L'histoire du capitalisme n'est-elle pas nourrie d'incessantes transformations : essors du capitalisme manufacturier, révolution industrielle, premières industrialisations, transition d'un capitalisme industriel de petites unités à un capitalisme industriel d'oligopoles avec transformation du rapport salarial et des modes de régulation, deuxième industrialisation sur la base de nouvelles technologies et de nouvelles énergies, renouveau des rapports avec l'État (notamment du fait des deux grandes guerres) et avec le monde du travail

(du fait de l'essor du mouvement ouvrier), affirmations et déclins du fordisme et nouvelles mutations liées à l'implication croissante de la science et de la technologie. La prise en compte des croissances et des crises, des fluctuations, des mouvements longs et des transformations structurelles ont permis de rendre compte de beaucoup d'aspects de ces changements ; à quoi il faut ajouter la pluralité des trajectoires régionales et nationales, leurs convergences et leurs divergences, ainsi que les formations et transformations des configurations mondiales entre les capitalismes nationaux et régionaux.

Derrière ces mouvements largement identifiés, une immense puissance à l'œuvre entraîne l'ensemble du monde dans un flot impétueux mêlant nouvelles richesses et nouvelles pauvretés ; elle bouleverse les conditions de reproduction des sociétés, en produisant de puissants remous de marginalisation et d'exclusion, dans chaque société comme à l'échelle du monde ; elle crée des raretés, provoque des dégâts et trouve dans leur réparation de nouveaux créneaux lucratifs ; elle tend de plus en plus à échapper à la maîtrise des sociétés et des états.

Comment, dès lors, mettre en avant « le » système capitaliste ou « le » mode de production capitaliste, alors que ce qui est au cœur du capitalisme c'est un ensemble de dynamiques auto-transformatrices et transformatrices ? Et ne faut-il pas reconnaître que ce qui, depuis un siècle et demi, est présenté sous l'appellation « système capitaliste » est principalement structuré par la représentation du capitalisme industriel du XIX^e siècle ?

Cependant, dans cette histoire nourrie d'incessantes transformations, on trouve des périodes où la totalité productive, marchande et monétaire capitaliste présente des caractères relativement stables : on peut notamment identifier des strates (marchande, manufacturière, industrielle 1, industrielle 2), que l'on peut tout à fait analyser en terme de système.

Ainsi, un capitalisme manufacturier s'est mis en place aux XVII^e et XVIII^e siècles, tout particulièrement aux Pays-Bas et en Angleterre, états de taille moyenne et ouverts sur le monde : jusque-là principalement marchand, le capitalisme s'inscrit dans l'espace de la production, mais il le fait avec des formes productives et des techniques antérieures ; le cadre en est la manufacture, qu'elle soit disséminée (avec le travail hivernal des familles paysannes et les petits ateliers) ou concentrée (dans une grande bâtisse). Marx en a fait l'analyse en terme de « soumission formelle du travail au capital » ; il montre notamment comment le manufacturier peut élargir ses profits en agissant sur la plus-value absolue, par la pression sur les tarifs, l'allongement des journées ouvrées ou l'intensification de l'effort ; mais, à ses yeux, il ne s'agit pas du « mode de production capitaliste proprement dit » (Marx, 1863-1866, 1971, pp. 202 et 205).

Car, pour lui, le « mode de production capitaliste proprement dit » c'est celui que révèle le capitalisme industriel (*ibid.*, p. 205).

Le capitalisme industriel se met en place en Angleterre au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles et se développe d'abord dans le Royaume-Uni et dans quelques pays d'Europe occidentale, puis en Allemagne, aux États-Unis et dans d'autres pays : avec le salariat et « la soumission réelle du travail au capital », il va se concrétiser dans de nouvelles manières de concevoir et de mettre en œuvre l'ensemble du processus productif. En ont rendu compte de manière fondatrice les analyses de Marx du « mode de production capitaliste », de la marchandise, de la plus-value relative, de l'accumulation, du crédit, de la reproduction élargie et des crises (Marx, 1867 et 1869-1879, 1963 et 1968) ; et en rendent compte d'une manière en partie complémentaire celles de Schumpeter de l'entrepreneur, de l'innovation et du crédit, dans leurs relations avec le profit et les crises (Schumpeter, 1912, 1935, pp. 319 et s.).

Des manuels d'économie marxiste ont repris pendant des décennies les formules marxistes de la valeur, probablement utiles pour analyser l'exploitation ouvrière dans l'usine du XIX^e siècle, mais qui ont contribué à négliger d'autres dimensions pourtant centrales du capitalisme, notamment sa puissance transformatrice. De même, peut être analysé en termes de système, période par période, l'articulation d'un capitalisme national, avec les autres formes productives nationales, l'État, la société du pays et le reste du monde. Inutile, ici, d'insister sur ce point, sur lequel l'apport de l'école de la régulation demeure essentiel (Aglietta, 1976, 1997 ; Boyer, 1986 ; Boyer, Saillard, 1995).

Enfin, peut être analysé en termes de système, période par période, la configuration constituée par les interdépendances et interactions des capitalismes nationaux, avec très tôt l'emprise des capitalismes nationaux dominants, et de plus en plus celles des grandes firmes mondiales (Michalet, 1976, 1985), les principaux acteurs financiers et d'institutions et systèmes contractuels mondiaux. Nous avons tenté d'avancer sur ce point en proposant la grille d'analyse du « Système national/mondial hiérarchisé » (Beaud, 1987), comme grille de lecture d'un capitalisme mondial en incessante évolution.

Ainsi, dès lors que le capitalisme est puissance transformatrice à l'œuvre d'une manière incessante, la représentation de strates et de réalités nationales et mondiales en termes de systèmes, certes nécessaire, est tout aussi insuffisante. Elle doit nécessairement être complétée par l'étude des transitions ; mais toute transition s'enracine très tôt dans le stade antérieur pour se prolonger très avant dans le stade suivant : ainsi en a-t-il été pour la (longue) transition du capitalisme manufacturier au premier capitalisme industriel.

L'histoire est donc indispensable ; mais l'histoire du capitalisme est particulièrement enchevêtrée. Elle ne peut se réduire à l'émergence de strates successives, ni à l'enchaînement de mouvements longs. Elle doit prendre en compte le processus de révolutionnarisation permanente du capitalisme, avec des phases de mutations rapides et des phases de transformation lentes. Elle doit aussi prendre en compte le fait national dans lequel se sont enracinés les

naissances et les développements des capitalismes, ce qui implique de construire une représentation adéquate pour chaque pays et chaque période du capitalisme national et de ses articulations avec :

- les autres formes productives ;
- l'ensemble de la société (salariés, épargnants, consommateurs) ;
- l'État ;
- le reste du monde.

Elle doit enfin prendre en compte les configurations mondiales avec les relations, les interactions et les hiérarchies, toutes mouvantes, entre capitalismes nationaux. Dès lors, l'histoire du capitalisme implique de saisir dans leurs relations :

- les émergences successives des strates du capitalisme, leurs recouvrements et leurs transformations ;
- les émergences successives de capitalismes nationaux, avec les « générations » successives de capitalismes nationaux ;
- les transformations des formations économiques et sociales nationales, tant pour les pays capitalistes dominants que pour les pays intermédiaires ou dominés ;
- et enfin les transformations du « système national/mondial hiérarchisé », notamment sous l'influence du capitalisme national hégémonique et des autres capitalismes nationaux dominants.

Et pour rendre compte des phénomènes entrant sous l'appellation « mondialisation », il faut en outre prendre en compte les nouvelles réalités environnementales (Beaud *et al.*, 1993), les transformations de la sphère financière (Aglietta, 1990, 1995) et, s'articulant du local au mondial, les stratégies des firmes (Michalet, 1976, 1985) les arrangements sectoriels, les règles de droits et les accords internationaux : bref, une « configuration enchevêtrée » (Boyer, 1997, p. 45.), d'où les réalités nationales sont loin d'avoir été effacées.

Une telle histoire doit permettre de mieux prendre la mesure du rôle des dynamiques capitalistes dans l'accélération des derniers siècles et dans les mutations en cours. Elle éclairerait aussi les échecs des pays qui ont choisi l'étatisme généralisé pour rattraper leur « retard », alors qu'en fait ils s'engageaient dans une course sans fin et mettrait en lumière la dangereuse ambiguïté qu'il y a à décrire leur avenir principalement en termes d'économie de marché.

5. VERS UN CAPITALISME POST-INDUSTRIEL À DOMINANTE TECHNO-SCIENTIFIQUE

Des transformations de l'économie dans les dernières décennies, les interprétations les plus diverses ont été proposées. Des analyses ont mis en

lumière la crise du fordisme (Boyer, Durand 1993) et la désindustrialisation. L'hypothèse de l'entrée dans une ère tertiaire²⁰ a été déclinée sur divers modes, en termes d'économie invisible (Liston, Reeves 1988), immatérielle (Goldfinger, 1994), des services (Fuchs, 1968 ; Delaunay, Gadrey 1987 ; Gadrey, 1992), de l'information (Machlup, 1962 ; Porat, 1976, 1977) et de la connaissance (Machlup, 1980-84 ; Drucker, 1993). À l'annonce d'une nouvelle révolution industrielle a été opposée la perspective d'une ère post-industrielle (Touraine, 1969 ; Gershuny, 1978 ; Bloch, 1985, 1990) et, des débats, se dégagent les perspectives d'une société néo-industrielle (Gershuny, 1978, 1983), voire « hyper-industrielle » (Stoffaës, 1987). Parallèlement, d'autres mettaient en avant les visions d'une révolution scientifique et technique²¹, d'une société technicienne (Ellul, 1977) d'un monde technétronique (Brzezinski, 1971) ou d'un homme symbiotique (Rosnay, 1995), tandis que, dans la mouvance institutionnaliste et évolutionniste, de nombreux travaux étaient consacrés aux dynamiques et aux politiques de la recherche, de la technique et de l'innovation²².

Drucker (1993) quant à lui, voit dans les transformations en cours la fin du capitalisme : la connaissance est en train de se substituer au capital, et une nouvelle réalité socio-économique au capitalisme. De leur côté, Duménil et Lévy voient émerger une « formation sociale hybride entre capitalisme et cadrisme » qu'ils qualifient de « capito-cadriste » (Duménil, Lévy, 1998, p. 14).

Cependant, si l'on prend en compte l'expansion des sphères de la marchandise, l'intensification de l'innovation, la monopolisation (Chesnaï, 1994) et la logique du profit²³ rien n'indique le début d'une amorce d'un dépérissement du capitalisme. Bien au contraire, il y a, selon nous, renforcement du capitalisme et transition d'un capitalisme à dominante industrielle – où les firmes privilégiaient la mobilisation d'énergies et de techniques lourdes pour la production de biens et équipements matériels – vers un capitalisme maîtrisant les développements de la science et de la technique,

20. L'appellation est courante depuis les travaux de Colin Clark (1932, 1940 [3^e éd. 1957]) (diffusés en France par Jean Fourastié). Malgré la multiplication des appellations concurrentes, elle demeure utilisée (Petit, 1988).

21. Richta (1968, 1974) : dans cet ouvrage, Richta mettait l'accent sur l'importance de la révolution scientifique et technique, en présentant cette mutation historique comme la probable source d'un proche dépassement de l'opposition capitalisme/socialisme ; pour nous, l'emprise du capitalisme sur le développement de la science et de la technologie est un élément essentiel de son nouveau « bond en avant » et de sa récente victoire sur les pays à économie étatisée.

22. Parmi beaucoup, Dosi (1984) ; Dosi, Gianetti, Toninelli, (1992) ; Mowery, Rosenberg (1989, 1995) ; Nelson, Winter (1982) ; Rosenberg, Landau, Mowery (1992). Voir aussi Amable, Barré et Boyer (1997).

23. En 1993, les « 500 » - 500 plus grandes entreprises (industrie et services) du monde - ont réalisé plus de 320 milliards de dollars de profits : le montant de ces profits est supérieur à la somme des produits bruts de 43 pays à faible revenu (Chine et Inde non compris) : 304 milliards de dollars, pour un peu plus d'un milliard d'habitants (*Fortune*, August 5, 1996, p. 72 ; *Banque mondiale*, 1995, p. 182).

un « capitalisme techno-scientifique » – où les firmes privilégient le couple science-technologie, la science orientée vers les applications technologiques en vue de la production de marchandises.

La technoscience est au cœur de la mutation en cours : non pas la technoscience considérée comme force exerçant d'une manière autonome ses effets dans les transformations économiques et sociales et l'évolution de la civilisation, comme dans la « révolution scientifique et technique » vue par Richta à la fin des années soixante (Richta, 1968, 1974) ; mais une technoscience de plus en plus systématiquement mobilisée par les grandes firmes, comme l'avait observé Karpik quelques années plus tard.

Selon celui-ci (Karpik, 1972), s'est en effet opéré un changement radical dans le rapport entre la science et la production : dans les premiers âges du capitalisme, dominait la « science de la découverte [...] : absent de la nature, le savant s'assigne d'en dévoiler les lois. [...] C'est ce rapport singulier d'*un être indépendant et libre devant un monde énigmatique, mais ordonné* qui définit la "science de la découverte" » (p. 9) ; celle-ci manifeste « sa relation difficile et ambiguë avec les fins matérielles de la société » (p. 10) ; ses apports peuvent contribuer à la production, mais le savoir technique de l'ingénieur reste déterminant ; d'où le dualisme, en ces temps, du savoir de la production. Mais, très progressivement à partir du milieu du XIX^e siècle, de plus en plus nettement depuis de début du XX^e siècle et surtout depuis la seconde guerre mondiale, la place de la connaissance scientifique va se situer « au fondement même de l'industrie [...] : le savoir de la production devient unitaire » (p. 11) et on passe de « la science orientée vers la connaissance » à « la science orientée vers le marché » (p. 14). Cette mutation accompagne et fonde le passage du capitalisme industriel au « capitalisme technologique ». En 1972, estime Karpik, « la science de la transformation se retrouve principalement dans les industries chimique, pharmaceutique, électronique ; elle vaut aussi pour l'industrie qui utilise par exemple la physique de l'état solide ; elle s'exerce enfin dans des domaines nouveaux comme la médecine ou la biologie » (p. 12).

Cette mobilisation de la science pour la production de marchandises « permet simultanément d'élaborer des politiques de produits nouveaux dont on est capable de déterminer les spécifications sans connaître encore le moyen de les obtenir et de gérer rationnellement un nombre élevé de biens diversifiés » (pp. 16-17). « Le fait nouveau, dont il faut tirer toutes les conséquences, tient au *renouvellement rapide de produits créés par des opérations de recherche intégrées au système de production* ; la science de la transformation organisée devient la base de la stratégie industrielle » (p. 17).

Ainsi, selon Karpik, « le capitalisme technologique vit de sa capacité de transformer les inventions en biens économiques, de rendre désirables les produits les plus récents créés par l'utilisation de la science et d'éliminer la valeur des biens antérieurs. Or le paradoxe de cette forme d'économie tient au

fait que son *objet est en large partie indéterminé* puisque cette faculté de création et de production industrielles peut indifféremment s'appliquer à l'armement, à la construction de villes nouvelles, à la conquête de l'espace, à la fabrication de produits médicaux, etc. » (p. 23). Au total, estimait-il, « le capitalisme technologique est à la fois mode de production de biens économiques et organisation de la création scientifique » (p. 31) ; il impose aux grandes entreprises technologiques la nécessité d'agir « sur une aire internationale », ce qui limite « nécessairement les capacités d'intervention des forces sociales » (p. 34).

Texte exceptionnel – sans doute, une des retombées intellectuelles de 1968 –, qui désignait très tôt l'essentiel de ce qui s'est développé et confirmé depuis : la mobilisation de la science pour les besoins du capital ; sa mise en œuvre potentielle dans tous les domaines ; son utilisation non seulement pour modifier les manières de produire, mais pour concevoir et créer de nouvelles marchandises ; et, sur ces bases, à la fois l'accentuation de la capacité du capitalisme à se projeter dans un futur qu'il contribue de plus en plus à créer et le renforcement d'un capitalisme oligopolistique œuvrant à l'échelle mondiale.

L'aspect central de la nouvelle mutation en cours réside en effet bien dans le fait que partout – de l'agriculture aux transports, des industries aux différentes activités tertiaires (santé, culture, information, loisirs, administrations, etc.) –, sous l'impulsion principale de puissants groupes capitalistes, sont mobilisés de nouveaux savoirs scientifiques et techniques (concernant la matière, l'énergie, le vivant, l'électromagnétique, le stockage et la transmission des informations) ; se mettent en place de grands systèmes technoscientifiques, conçus et animés par des équipes maîtrisant différents pans de la technoscience ; sont ainsi créés et développés de nouveaux marchés et de nouvelles marchandises – produits, équipements, services – façonnés par de nouveaux savoirs techniques à base scientifique. Ce qui conduit à une nouvelle et profonde transformation des modes de vie et de fonctionnement des sociétés.

C'est donc dans la transition du deuxième capitalisme industriel à un capitalisme que nous qualifions de « technoscientifique »²⁴ que nous sommes actuellement engagés.

Il s'agit bien de capitalisme : la nouvelle réalité sociale en cours d'émergence s'inscrit dans le champ des sociétés marchandes, reste dominée par la recherche du profit assurant la reproduction élargie du capital et sous-

24. Le mot « technoscience » est déjà utilisé (Prades, 1992, Hottois, 1992), mais l'adjectif « technoscientifique » est peu usité. « Technoscientifique » serait faux ; « technoscientologique », calqué sur « technologique », serait plus exact, mais serait fortement connoté, compte tenu de la notoriété et de la réputation de la Scientologie. Sur l'importance de la technique et de la technologie dans l'analyse des réalités contemporaines, on renverra, parmi une énorme littérature, aux ouvrages déjà cités de Richta, Karpik et Ellul, ainsi qu'à ceux de Dosi (1984) ; Dosi, Gianetti et Toninelli (1992) ; Mowery et Rosenberg (1989, 1995) ; Nelson et Winter (1982) ; Rosenberg, Landau, Mowery (1992).

tendue par le complexe de logiques sociales qui projettent en permanence vers le futur.

Sa spécificité réside dans la maîtrise de la technoscience, et dans sa mobilisation en vue de créer de nouvelles marchandises, de nouveaux marchés susceptibles de correspondre à des demandes solvables potentielles (anticipées ou suscitées) : ce qui renforce encore et accentue la tendance à la projection vers le futur.

Au cœur du capitalisme technoscientifique, il y a une nouvelle marchandise : ni simple produit matériel que l'on peut utiliser en toute autonomie dès lors qu'on en a la jouissance, ni simple service, il s'agit d'une marchandise complexe : produits matériels et services (logiciels, abonnements à des réseaux, contrats connexes divers, etc.) que l'on peut se procurer séparément mais dont aucun ne vaut sans les autres ; liés par une combinaison de technologies que maîtrisent et renouvellent sans cesse un petit nombre d'entreprises, ils sont insérés dans des réseaux ou des systèmes qui leur imposent leurs logiques et leurs normes. Les « macro-systèmes techniques » de l'ère industrielle (électricité, chemins de fer, télécommunications, transports aériens) (Gras, 1993) avaient ouvert la voie. Les nouveaux réseaux et systèmes reposent sur la technoscience et sont donc entièrement dépendants des groupes et grandes firmes qui en ont la maîtrise²⁵.

Ces marchandises sont sans cesse transformées par les nouvelles vagues technologiques que les firmes contribuent à susciter et à entretenir : informatique (avec la gestion des systèmes complexes), télétransmission (avec les nouvelles perspectives de la numérisation), biotechnologies (avec les cartographies et thérapies génétiques) – technologies qui, pour de nombreuses applications, peuvent ou doivent se combiner.

Dès lors, être à la pointe dans ce nouveau capitalisme implique d'être maître des nouvelles avancées technologiques ou de leurs combinaisons. Ainsi existent deux espaces stratégiques qui se recoupent de multiples manières : l'espace des technologies mères (informatique, télécommunications, biotechnologies et notamment génie génétique, sciences de la matière, etc.) et l'espace de leurs combinaisons, conçues pour des marchés porteurs de demandes solvables exprimées ou potentielles (spatial, information et multimédia mondialisé, santé, anti-pollution, etc.).

Dans l'un et l'autre de ces espaces, seules de très grandes firmes (liées de diverses manières à de puissants états) ou des firmes aux spécialisations très « pointues » sont en mesure de mobiliser, maîtriser et orienter la technoscience

25. Par exemple, en matière de santé sont diffusés des matériels intégrant la numérisation de l'information et qui peuvent être rattachés à des réseaux offrant de nouveaux services : télémaintenance (des appareils et des logiciels), télédiagnostic (du patient) et bientôt téléintervention d'équipes spécialisées (sur le patient).

pour la conception, la réalisation, la mise en œuvre des systèmes et des marchandises qui leur sont liés. Car ce nouveau processus productif et la nouvelle compétition technologique dans laquelle il s'insère impliquent des investissements sans cesse plus lourds, pour la recherche, les équipements, la formation des hommes. Ainsi, dans chaque secteur stratégique domine un petit nombre de firmes²⁶.

Ces firmes ne pèsent pas seulement sur les productions et les marchés : elles orientent les recherches, conçoivent les produits, structurent les systèmes, suscitent les demandes, et finalement pré-déterminent les modes de vie et les formes des sociétés à venir. Elles le font, guidées par la seule cible de besoins solvables, existants ou anticipés. Cette maîtrise croissante du capitalisme sur la science va donc accentuer encore la projection dans l'avenir et aggraver la fracture de l'humanité entre détenteurs et non-détenteurs de pouvoirs d'achats.

6. SUR QUELQUES TENDANCES LOURDES

Les analyses présentées ci-dessus permettent d'esquisser une réflexion sur des tendances lourdes qui risquent de marquer les prochaines décennies.

Avec le développement du capitalisme technoscientifique, le capitalisme industriel ne disparaît pas : comme toujours dans la grande évolution par stratifications successives des sociétés humaines, les anciennes strates (des capitalismes manufacturier et industriel) vont s'amenuiser, tandis que va se renforcer la nouvelle strate (du capitalisme technologique) ; mais en même temps, les anciennes strates, et plus largement les anciennes formes de production, vont être remodelées : de même que l'agriculture et la vie domestique ont été profondément transformées par la puissance novatrice du capitalisme industriel, de même la vie domestique, l'agriculture, les transports, l'industrie, la santé, l'information, bref l'ensemble des activités vont profondément l'être par la puissance novatrice du capitalisme technoscientifique.

Dans ce mouvement, va se produire un nouvel élargissement et des sphères marchandes et du capitalisme. Avec la « généralisation de la marchandise » s'ébauchent des avancées vers un « capitalisme généralisé » – généralisé en ce sens qu'il n'est plus principalement lié à la production de marchandises matérielles : marchandisation de l'homme (santé, commerce du sang, des organes, de la procréation, etc.), avec, pour demain, le marché de la gestion génétique de toute l'existence d'un individu ; marchandisation des fonctions sociales (éducation, loisirs, épargne, placements et activités financières,

26. Pour le matériel médical seulement sept firmes, et pour les gros ordinateurs dix firmes, assurent neuf dixièmes de la production mondiale ; pour la commutation publique, quatre firmes couvrent sept dixièmes du marché mondial ; pour les services informatiques, huit firmes représentent 54 % du marché mondial (Chesnais, 1994, pp. 73, 74, 149, 169).

information, connaissance et gestion de l'opinion, etc.), avec les marchés potentiels de la gestion de la décision politique, des tensions et des conflits ; la marchandisation des activités humaines supérieures (recherche scientifique, élaboration des savoirs, des œuvres intellectuelles et artistiques, etc.), avec aussi l'exploitation marchande des sentiments humanistes et humanitaires, des principes et des valeurs ; la marchandisation des relations à la nature (dépollution, anti-pollution, production et urbanisation non-polluante, etc.), avec les très prometteurs marchés de l'eau, de l'air, du vivant et de la gestion de la nature et de la planète...

Dans certains de ces domaines, où la reproduction ne se heurte pas aux contraintes du monde matériel (l'informationnel, le culturel, le traitement et la transmission de l'information et de l'image), l'abondance était à la portée d'une humanité qui aurait hiérarchisé ses fins et maîtrisé ses besoins. Dans d'autres, c'était un nouveau souffle de la démocratie et un nouveau type de services publics qui auraient été souhaitables. Dans d'autres encore, la mise en œuvre du principe de précaution et une attitude de responsabilité et de respect de la Terre auraient permis d'éviter dégradations et pénuries.

Mais nos sociétés ont fait preuve d'irresponsabilité ; les détenteurs de pouvoirs d'achat ont accepté la fuite en avant dans la nouveauté sans se soucier des besoins fondamentaux des plus démunis ; et les firmes ont su créer de nouvelles raretés, exacerber et multiplier les besoins, susciter des demandes solvables, imposer des monopoles. Et nous voici pris, à nouveau, dans presque tous les moments de notre vie dans la dépendance de nouveaux matériels, de nouveaux logiciels, de nouveaux besoins d'informations, de nouvelles attentes en matière de loisirs, de nouveaux espoirs pour notre santé, qui nous enserrent dans des rets innombrables : nouvelles dépendances, nouvelles aliénations... Ce « nous » concerne une part limitée de la population mondiale : s'il y a 1,3 milliards de téléviseurs et 680 millions d'abonnés au téléphone dans le monde, seulement 200 millions de téléviseurs sont câblés (et 60 millions branchés sur un bouquet numérique) et il y a 200 millions d'ordinateurs, dont 30 millions connectés à Internet²⁷ et certaines prestations technoscientifiques sont réservées à de très petites minorités très riches²⁸.

En outre, la plupart de ces nouvelles activités recèlent des risques encore indécelés. La course à l'innovation et à l'avance technologique conduit la plupart des firmes à ne pas respecter les principes de prudence et de précaution. Ainsi, quand des risques, s'étant concrétisés, sont reconnus par le pouvoir techno-industriel, des firmes, peut-être celles-là qui en ont été cause, proposent

27. Ignacio Ramonet, « Apocalypse médias », *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

28. Sans faire de science-fiction, on peut penser que les instituts de clonage humain qui ont été fondés trouveront sans peine, et des lieux où fonctionner dans le monde, et de riches clients intéressés soit par l'idée de disposer d'une réserve personnelle d'organes, soit par le projet de vivre avec un jeune double.

d'en chercher et d'en vendre les remèdes. Et ensuite, s'il le faut, de nouveaux remèdes pour les maux qu'auront causés les précédents.

Plus largement, virtuels ou réels, les risques, les périls, les dangers de la modernité sont devenus porteurs de fructueux marchés. Et, quand un nouveau péril est mis en avant par un laboratoire ou une firme, il devient de plus en plus difficile de savoir si c'est pour tirer profit d'inquiétudes peu fondées ou pour combattre un fléau qui réellement menace.

Le capitalisme a trouvé un nouveau souffle. C'est l'ensemble des domaines des reproductions des individus et des sociétés, du vivant et de la Terre, ce sont les champs infinis de la connaissance, du beau, du spirituel, de l'idéal, de l'angoisse, de la solitude, de la vie et de la mort, qu'est en train d'investir un « capitalisme généralisé » à base technoscientifique. Et c'est d'une manière encore plus brutale qu'avant, que se concrétise la double tendance du capitalisme à se projeter dans le futur, fût-ce au détriment du présent, et à négliger les besoins non solvables.

Mais cette nouvelle emprise du capitalisme qu'accompagne la généralisation des rapports marchands et des relations d'argent nous paraît, compte tenu de la capacité infinie de création de nouveaux besoins et du degré actuel d'inégalité dans chaque société et dans le monde, grosse de nouveaux risques pour les hommes, les sociétés et la Terre (Beaud, 1997) :

- risque du renforcement d'un double engrenage sans fin de créations à la fois de richesses et de satisfactions *et* de pauvretés et de frustrations ;
- risque d'un totalitarisme de la marchandise et du calcul monétaire, dont la loi régirait tous les aspects de la reproduction de la Terre, des sociétés et des hommes ;
- risque d'un nouvel apartheid par l'argent, avec un capitalisme qui se reproduirait à l'échelle de la planète en relation avec le pouvoir d'achat d'un, deux ou trois milliards de terriens, tandis que seraient radicalement ignorés les besoins fondamentaux de deux ou trois milliards d'autres terriens²⁹.

29. Une seule illustration : 92 % des personnes infectées par le virus du sida sont dans les pays dits « en développement » ; 90 % des moyens de lutte sont mis en œuvre dans les pays industrialisés (*Libération*, 8 juillet 1996). Dit autrement : que peut signifier le développement de thérapies qui coûtent des milliers ou des dizaines de milliers de dollars, pour des pays où les dépenses publiques annuelles de santé par tête sont d'un ou de quelques dollars ?

Bibliographie

- AGLIETTA M. (1976), *Régulation et crises du capitalisme*, Odile Jacob, Paris, 1997.
- AGLIETTA M. et al. (1990), *La globalisation financière : L'aventure obligée*, Economica, Paris.
- AGLIETTA M. (1997), *Macroéconomie financière*, La Découverte, Paris.
- AMABLE B., BARRÉ R., BOYER R. (1997), *Les systèmes d'innovation à l'ère de la globalisation*, Economica, Paris.
- BANQUE MONDIALE (1995), *Rapport sur le développement dans le monde*, Washington.
- BAREL Y. (1973), *La reproduction sociale (Systèmes vivants, invariance et changement)*, Anthropos, Paris.
- BEAUD M. (1981), *Histoire du capitalisme (de 1500 à nos jours)*, Seuil, Paris, 1990.
- BEAUD M. (1982), *Le socialisme à l'épreuve de l'histoire*, Seuil, Paris, 1985.
- BEAUD M. (1985), « L'avènement du système étatiste », *Le Monde diplomatique*, août, p. 2.
- BEAUD M. (1987), *Le système national/mondial hiérarchisé (Une nouvelle lecture du capitalisme mondial)*, La Découverte, Paris.
- BEAUD M., BEAUD C., BOUGUERRA L. dir. (1993), *L'état de l'environnement dans le monde*, La Découverte, Paris.
- BEAUD M. (1997), *Le basculement du monde. De la Terre, des Hommes et du capitalisme*, La Découverte, Paris.
- BLOCK F. (1985), « Postindustrial development and the obsolescence of economic categories », *Politics and Society*, vol. 14, n° 1, pp. 142-76.
- BLOCK F. (1990), *Postindustrial Possibilities*, University of California Press.
- BOYER R. (1986), *La théorie de la régulation : une analyse critique*, La Découverte, Paris.
- BOYER R., DURAND J.-P. (1993), *L'après-fordisme*, Syros, Paris.
- BOYER R., SAILLARD Y. dir. (1995), *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, La Découverte, Paris.
- BOYER R. (1997), « Les mots et les réalités », in *Mondialisation. Au-delà des mythes*, La Découverte, Paris, pp. 13-56.
- BRAUDEL F. (1979), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. XV^e-XVIII^e siècle*, 3 vol. : vol. 1, *Les structures du quotidien* ; vol. 2, *Les jeux de l'échange* ; vol. 3, *Le temps du monde*, Le livre de poche, Paris, 1993.
- BRAUDEL F. (1985), *La dynamique du capitalisme*, Flammarion, Paris.
- BRZEZINSKI Z. (1971), *La révolution technétronique*, Calmann-Lévy, Paris.
- CHAVANCE B. (1996), *Marx et le capitalisme. La dialectique d'un système*, Nathan, Paris.

- CHESNAIS F. (1994), *La mondialisation du capital*, Syros, Paris.
- CLARK C. (1932), *The National Income, 1924-1931*, Macmillan, Londres.
- CLARK C. (1940), *The Conditions of Economic Progress*, Macmillan, Londres ; 3^e ed. 1957 ; trad. fr., *Les Conditions du progrès économique*, PUF, Paris, 1960.
- DELAUNAY J.-C., GADREY J. (1987), *Les enjeux de la société de service*, Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- DOSI G. (1984), *Technical Change and Industrial Transformation*, Macmillan, New York.
- DOSI G., GIANETTI R., TONINELLI R. (dir.) (1992), *Technology and Enterprise in Historical Perspective*, Clarendon Press, Oxford.
- DRUCKER P. F. (1993), *Post-Capitalist Society*, Harper Business, New York, 1994.
- DRUCKER P.F. (1993), « The rise of knowledge society », *Washington Quarterly*, Spring, pp. 52-73.
- DUMÉNIL G., LEVY D. (1993), *The Economics of the Profit Rate. Competition, Crises and Historical Tendencies in Capitalism*, Edward Elgar, Aldershot, Hants.
- DUMÉNIL G., LEVY D. (1998), *Au-delà du capitalisme ?*, PUF, Actuel Marx, Paris.
- ELLUL J. (1977), *Le système technicien*, Calmann-Lévy, Paris.
- ELLUL J. (1988), *Le bluff technologique*, Hachette, Paris.
- FOURQUET F. (1997), « Le capitalisme existe-t-il ? », in « Comment peut-on être anticapitaliste ? », *Revue du MAUSS*, n° 9, 1er semestre, pp. 77-89.
- FUCHS V. R. (1968), *The Service Economy*, NBER, New York.
- GADREY J. (1978), *L'économie des services*, La Découverte, Paris 1992.
- GERSHUNY J. (1978), *After Industrial Society. The Emerging Self-Service Economy*, MacMillan, Londres, 1978.
- GERSHUNY J. (1983), *Social Innovation and the Division of Labor*, Oxford University Press.
- GIRAUD P.-N. (1996), *L'inégalité du monde. Economie du monde contemporain*, Gallimard, Folio, Paris.
- GOLDFINGER C. (1994), *L'utile et le futile. L'économie de l'immatériel*, Odile Jacob, Paris.
- GRAS A. (1993), *Grandeur et dépendance. Sociologie des macro-systèmes techniques*, PUF, Paris.
- HAYEK F. A. (1973), *Law, Legislation and Liberty : A New Statement of the Liberal Principles of Justice and Political Economy*, University of Chicago Press, Routledge & Kegan Paul, Londres ; vol. 1, *Rules and Order*, 1973 ; vol. 2, *The Mirage of Social Justice*, 1976 ; vol. 3, *The Political Order of a Free People*, 1979 ; trad. fr. *Droit, législation et liberté, une nouvelle formulation des principes libéraux de justice et d'économie politique*, PUF,

- Paris ; vol. 1, *Règles et ordre*, 1980 ; vol. 2, *Le Mirage de la justice sociale*, 1981 ; vol. 3, *L'Ordre politique d'un peuple libre*, 1983 ; et, pour les 3 vol., PUF Quadrige, Paris, 1995.
- HOTTOIS G. (1992), « Le règne de l'opérateur », in PRADES (dir.), pp. 179-96.
- KARPIK L. (1972), « Le capitalisme technologique », *Sociologie du travail*, janvier-mars, pp. 2-34.
- KORNAI J. (1980), *Economics of Shortage*, 2 vol., Amsterdam, North-Holland, 1980 ; trad. fr. *Socialisme et économie de la pénurie*, Economica, Paris, 1984.
- KORNAI J. (1992), *The Socialist System : The Political Economy of Communism*, Princeton University Press et Oxford University Press ; trad. fr. *Le système socialiste. L'économie politique du communisme*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 1996.
- LISTON D., REEVES N. (1988), *The Invisible Economy*, Pitman, Londres.
- MACHLUP F. (1962), *The Production and Distribution of Knowledge in the US*, Princeton University Press.
- MACHLUP F. (1980), *Knowledge : Its Creation, Distribution and Economic Significance*, Princeton University Press, 3 vol., 1980, 1982, 1984.
- MARCUSE H. (1964), *One-Dimensional Man. Studies in the Ideology of Advanced Industrial Society*, Beacon Press, Boston ; trad. fr. *L'homme unidimensionnel*, Éditions de Minuit, Paris, 1968.
- MARX K. (1933), Chapitre intitulé « Der Produktionsprozess des Kapitals. Sechstes Kapitel », rédigé entre 1863 et 1866 et publié à Moscou en 1933 ; trad. fr. *Un Chapitre inédit du Capital*, Union générale d'éditions, 10/18, Paris, 1971.
- MARX K. (1867), *Das Kapital*, Livre I (1867) et matériaux pour les livres II et III (1869-1879) ; trad. fr. *Le Capital*, in *Oeuvres – Economie*, La Pléiade, Paris, tome 1 (1963), pp. 537-1240 et tome 2, (1968), pp. 501-1488.
- MICHALET C.-A. (1976), *Le Capitalisme mondial*, PUF, Paris, 1985.
- MORIN E. (1977), *La méthode*, Seuil, Paris : tome 1, *La nature de la nature*, 1977 ; tome 2, *La vie de la vie*, 1980 ; tome 3, *La connaissance de la connaissance*, Livre I *Anthropologie de la connaissance*, 1986 ; tome 4, *Les idées. Leur habitat, leur vie, leurs mœurs, leur organisation*, 1991.
- MOWERY D. C., ROSENBERG N. (1989), *Technology and the Pursuit of Economic Growth*, Cambridge University Press, 1995.
- NELSON R., WINTER S. (1982), *An Evolutionary Theory of Economic Change*, Harvard University Press.
- PETIT P. (1988), *La croissance tertiaire*, Economica, Paris.
- POLANYI K. (1944), *The Great Transformation* ; trad. fr. *La Grande transformation*, Gallimard, Paris, 1983.
- PORAT M. (1976), *The Information Economy*, Stanford University Press, 2 vol., Stanford.

- PORAT M. (1977), *The Information Economy*, Department of Commerce, Washington.
- PRADES J. dir. (1992), *La technoscience. Les fractures du discours*, L'Harmattan, Paris.
- RACHLINE F. (1993), *Que l'argent soit. Capitalisme et alchimie de l'avenir*, Calmann-Lévy, Paris.
- RICHTA R., [Prague, 1968] ; trad. fr. *La civilisation au carrefour*, Anthropos, Paris, 1972 ; Seuil, Paris, 1974.
- ROSENBERG N. (1992), « Science and technology in the twentieth century », in Dosi G., Gianetti R. et Toninelli R., 1992.
- Rosenberg N., Landau R., Mowery D. C. (dir.) (1992), *Technology and the Wealth of Nations*, Stanford University Press.
- ROSIER B., DOCKES P. (1983), *Rythmes économiques. Crises et changement social, une perspective historique*, La Découverte, Paris.
- ROSNAY J. de (1995), *L'homme symbiotique. Regards sur le troisième millénaire*, Seuil, Paris.
- SCHUMPETER J. (1912), *Theorie der Wirtschaftlichen Entwicklung*, Leipzig, Duncker & Humblot ; nelle éd. révisée, 1926 et 3ème éd. inchangée, 1930 ; trad. fr. 1935, *Théorie de l'évolution économique*, Dalloz, Paris, avec une introduction de F. Perroux.
- SCHUMPETER J. (1942), *Capitalism, Socialism and Democracy*, Londres, Allen & Unwin ; trad. fr. *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, Paris, 1951 [ed. 1984].
- STOFFAES C. (1987), *Fins de mondes. Déclin et renouveau de l'économie*, Odile Jacob, Paris.
- THÉRET B. (1992), *Régimes économiques de l'ordre politique*, PUF, Paris.
- THURLOW L. (1996), *The Future of Capitalism*, Nicholas Brealey, Londres.
- TOURAINÉ A. (1969), *La société post-industrielle. Naissance d'une société*, Denoël, Paris.
- WEBER M. (1905), *Die protestantische Ethik und der « Geist » des Kapitalismus*, [in *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie*, Mohr, Tübingen, 1920] ; trad. fr., *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, Paris, 1964 ; Plon, coll. Agora, Paris, 1990.
- WEBER M. (1923), *Wirtschaftsgeschichte. Abriss der Universalen Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, (Duncker & Humblot, Berlin, 1981) ; trad. fr. *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Gallimard, Paris, 1991.